

Rôle de la séance publique du 20/01/2026 à 09h30**Présidente** : Madame ZUCCARELLO**Assesseurs** : Monsieur NORMAND et Madame FARAULT**Greffière** : Madame SANTANA**RAPPORTEUR PUBLIC : M. GASNIER**

01) N° 2303223 RAPPORTEUR : M. NORMAND

| | | |
|-----------|---------------------------|---------------------------------------|
| Demandeur | M. P Hervé | Me DELPY |
| Défendeur | DEPARTEMENT DE LA CORREZE | CABINET D'AVOCATS BAZIN & ASSOCIES |

M. Hervé P demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement N°2100976 du 7 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Limoges a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 16 avril 2021 et de l'arrêté du 28 avril 2021 par lesquels le président du département de la Corrèze a refusé de lui accorder un congé de longue maladie pour la période du 5 novembre 2014 au 14 mars 2018 inclus, et l'a placé en disponibilité d'office, pour raisons de santé, pour cette même période ; 2°) de le déclarer recevable et bien fondé en son recours ; 3°) d'annuler des décisions prises par le Département de la Corrèze en date des 16 et 28 avril 2021 ; 4°) d'enjoindre le Département de la Corrèze à lui accorder le bénéfice des dispositions du congé de longue maladie à compter du 5 novembre 2014 ; 5°) de condamner le Département de la Corrèze à régler à Monsieur P les traitements de la période du 5 novembre 2014 au 14 mars 2018, conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 ; 6°) d'ordonner une expertise médicale en tant que de besoin ; 7°) de condamner le Département de la Corrèze à lui payer 10000€ au titre du préjudice moral ; 8°) de condamner le Département de la Corrèze à lui payer 6.200€ au titre du préjudice matériel ; 9°) de condamner le Département de la Corrèze à lui verser une somme de 3 000 sur le fondement de l'article L761-1 du Code de la Justice Administrative ; 10°) de condamner le Département de la Corrèze aux entiers dépens.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. GASNIER**02) N° 2302890 RAPPORTEUR : M. NORMAND**

| | | |
|-----------|---------------------|--|
| Demandeur | Mme G Sylvie | SCP ETCHEVERRY-ETCHEGAR/ Me GALLARDO |
| Défendeur | COMMUNE DE JURANCON | |

Mme Sylvie G demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2100075 du 23 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté sa demande tendant à la condamnation de la commune de Jurançon à lui verser la somme de 65 000 euros en réparation des préjudices matériel et moral subis en raison de l'illégalité fautive de son licenciement ; 2°) d'annuler la décision du 19 novembre 2020 prise par la Commune de Jurançon portant rejet de son recours administratif préalable formé par lettre du 28 septembre 2020 ; 3°) de juger que la Commune de Jurançon a engagé sa responsabilité à son égard du fait de l'illégalité de sa décision de licenciement ; 4°) de condamner la Commune de Jurançon à lui régler une indemnisation à hauteur de 65 000 euros en réparation du préjudice matériel et moral subi ; 5°) de mettre à la charge de la commune de Jurançon une somme de 2 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

03) N° 2302971 RAPPORTEUSE : Mme FARAULT

| | | |
|-----------|--|--|
| Demandeur | COMMUNE DE BLANQUEFORT | SCP LONQUEUE SAGALOVITSCH EGLIE RITCHERS ET ASSOCIES |
| Défendeur | MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER STE CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST -CMGO | Me DEFRADAS |

La commune de Blanquefort demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n°2104662 du 5 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 mai 2021 par lequel le préfet de la Gironde a autorisé la société Carrières et matériaux du grand ouest (CMGO) à exploiter sur le territoire de Blanquefort une installation de stockage de déchets inertes et une station de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes ; 2°) d'annuler l'arrêté d'autorisation environnementale pris par la Préfète de la Gironde le 12 mai 2021 autorisant la société CMGO à exploiter une installation de stockage de déchets inertes et une installation de transit de déchets inertes sur le territoire de la Commune de Blanquefort, aux lieux-dits « Marais de Florimond » et « Les Padouens Nord » ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 4 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

04) N° 2302983 RAPPORTEUSE : Mme FARAULT

| | | |
|-----------|---|----------------------------------|
| Demandeur | BORDEAUX METROPOLE | SELARL HMS ATLANTIQUE AVOCATS |
| Défendeur | SOCIETE CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST - CMGO MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER | Me DEFRADAS |

Bordeaux Métropole demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2104681 du 5 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 mai 2021 par lequel le préfet de la Gironde a autorisé la société Carrières et matériaux du grand ouest (CMGO) à exploiter sur le territoire de Blanquefort une installation de stockage de déchets inertes et une station de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes ; 2°) d'annuler l'arrêté préfectoral du 12 mai 2021 ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat et la société CMGO la somme de 1500 euros, chacun sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du Code de justice administrative

RAPPORTEUR PUBLIC : M. GASNIER

05) N° 2302984

RAPPORTEURE : Mme FARAULT

| | | |
|-----------|---|----------------------------------|
| Demandeur | ASSOCIATION VIVE LA FORÊT FEDERATION SEPANSO GIRONDE | Me LAVEISSIERE Me LAVEISSIERE |
| Défendeur | MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER SOCIETE CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST - CMGO FEDERATION DEPT DES ASSOCIATIONS AGREES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUAT LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX | Me DEFRADAS |

L'association Vive la forêt et la fédération SEPANSO Gironde demandent à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2104669 du 5 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 mai 2021 par lequel le préfet de la Gironde a autorisé la société Carrières et matériaux du grand ouest (CMGO) à exploiter sur le territoire de Blanquefort une installation de stockage de déchets inertes et une station de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes ; 2°) d'annuler l'arrêté du 12 mai 2021 du Préfet de la Gironde ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

06) N° 2501580

RAPPORTEURE : Mme FARAULT

| | | |
|-----------|--------------------------------|----------|
| Demandeur | Mme D EPOUSE K Dashuri | Me MOURA |
| Défendeur | PREFECTURE DES HAUTES-PYRENEES | |

Mme D épouse K relève appel du jugement n° 2500248 du 24 février 2025 par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté, d'une part, sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 28 janvier 2025 par lequel le préfet des Hautes-Pyrénées a rejeté sa demande de titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et a prononcé à son encontre une mesure d'interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans, ensemble ledit arrêté par lequel cette même autorité l'a assignée à résidence, et d'autre part, ses conclusions aux fins d'injonction et de celles présentées au titre des dispositions combinées de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridictionnelle.

Rôle de la séance publique du 20/01/2026 à 10h00**Présidente** : Madame ZUCCARELLO**Assesseurs** : Monsieur NORMAND et Madame VOILLEMOT**Greffière** : Madame SANTANA**RAPPORTEUR PUBLIC : M. GASNIER****01) N° 2303118 RAPPORTEURE : Mme VOILLEMOT**

| | | |
|-----------|--|---------------|
| Demandeur | SOCIETE INDUSTRIELLE DE SUCRERIE | CABINET BOKEN |
| Défendeur | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOVERAINETE ALIMENTAIRE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER | |

La Société Industrielle de Sucrierie demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2300021 du 19 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de la Guadeloupe a rejeté sa demande tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté du 19 août 2022 par lequel le préfet de la Guadeloupe a imposé des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2005-466- AD/1/4 du 13 avril 2005 modifié autorisant la SIS Bonne-Mère à exploiter une distillerie sise à Bonne-Mère sur le territoire de la commune de Sainte-Rose ; 2°) de prononcer avant dire droit, de nommer l'expert qu'il plaira à la Cour pour déterminer s'il est techniquement possible pour la requérante de répondre aux exigences posées par l'arrêté DEAL/RED du 19 août 2022 ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

02) N° 2400035 RAPPORTEURE : Mme VOILLEMOT

| | | |
|-----------|-------------------|-----------------------------|
| Demandeur | M. M Bruno | SELARLU KARINE LHOMY |
| Défendeur | COMMUNE DE MIELAN | RIVIERE AVOCATS ASSOCIES |

M. Bruno Mèche demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n°s 2100488, 2300322 du 21 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 4 janvier 2021 par lequel le maire de Miélan l'a placé en disponibilité d'office à titre conservatoire à compter du 1er janvier 2021 jusqu'à ce que le comité médical départemental émette un avis sur son aptitude à exercer ses fonctions ainsi qu' à l'annulation de l'arrêté du 20 décembre 2022 par lequel le maire de Miélan l'a placé en disponibilité d'office à compter du 7 décembre 2022 dans l'attente de l'instruction de son dossier de retraite pour invalidité par la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; 2°) d'annuler l'arrêté de la Commune de Miélan du 4 janvier 2021 ; 3°) d'annuler l'arrêté de la Commune de Miélan du 20 décembre 2022 ; 4°) de mettre à la charge de la Commune de Miélan la somme de 1 500 euros sur le fondement de l'article L761-1 du Code de Justice Administrative ; 5°) de la condamner aux dépens.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. GASNIER**03) N° 2400092****RAPPORTEURE : Mme VOILLEMOT**

| | | |
|-----------|--|---|
| Demandeur | M. B Jean-Michel | UHALDEBORDE-SALANNE GORGUET VERMOTÉ BERTIZBEREA |
| Défendeur | SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES PYRENEES ATLANTIQUES | Me PAULIAN |

M. Jean-Michel B demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n°s 2102003, 2102004 du 21 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 3 juin 2021 par lequel le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques l'a exclu de ses fonctions pour une durée de deux ans à compter du 25 juin 2021 et par lequel il a résilié son engagement de sapeur-pompier volontaire à compter du 25 juin 2021 ; 2°) d'annuler les arrêtés du 3 juin 2021 n° 2021-1486 et n°2021-1487 ; 3°) de mettre à la charge du SDIS 64 la somme de 3 000 euros au titre de l'article L 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2501213**RAPPORTEURE : Mme VOILLEMOT**

| | | |
|-----------|---|--|
| Demandeur | ASSOCIATION « BIEN VIVRE EN ASTARAC ET FEZENSAC » ASSOCIATION « LES AMIS DE LA TERRE – GROUPE DU GERS » CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU GERS M. L Gérard M. A Olivier M. et Mme M Thierry et Catherine Mme DK Ann | Me CATRY Me CATRY Me CATRY Me CATRY Me CATRY Me CATRY Me CATRY |
| Défendeur | MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER SAS BIOGAZCOGNE | AARPI LEXION AVOCATS |

L'association Bien vivre en Astarac et Fezensac et autres demandent à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2401278 du 19 mars 2025 par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté leur demande tendant à l'annulation du récépissé de déclaration d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) délivré à la société Biogazcogne, par le préfet du Gers, le 20 mars 2024, en vue de l'exploitation d'une unité de méthanisation au lieu-dit « La Nougère » sur le territoire des communes de Saint-Arailles et de Montesquiou ; 2°) d'annuler la déclaration déposée par la SAS Biogazcogne, le 20 mars 2024 et actée par preuve de dépôt publiée le 5 avril 2024 pour l'exploitation d'une unité de méthanisation au lieu-dit Liebra, 32320 Montesquiou ; 3°) de mettre à la charge de l'État et de la société Biogazcogne la somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

05) N° 2502484**RAPPORTEURE : Mme VOILLEMOT**

| | | |
|-----------|--|------------------|
| Demandeur | M. A Nydal | Me GAST AMANDINE |
| Défendeur | PREFECTURE DE LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, ZONE DE DEFENSE ET SECURITE SUD OUEST | |

M. Nydal A relève appel du jugement n° 2506257, 2506319 du 29 septembre 2025 par lequel la magistrate désignée du tribunal administratif de Bordeaux a rejeté, d'une part, sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 11 septembre 2025 par lequel le préfet de la Gironde l'a obligé à quitter le territoire français, a refusé de lui octroyer un départ de délai volontaire et a fixé le pays à destination duquel il est susceptible d'être éloigné, ensemble l'arrêté du même jour par lequel cette même autorité l'a assigné à résidence pour une durée de quarante-cinq jours, et d'autre part, ses conclusions aux fins d'injonction et de celles présentées au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

06) N° 2502641

RAPPORTEURE : Mme VOILLEMOT

Demandeur M. A Nydal

Me GAST AMANDINE

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION NOUVELLE AQUITAINE,
ZONE DE DEFENSE ET SECURITE SUD OUEST

M. Nydal A demande à la cour : 1°) d'ordonner qu'il soit sursis à l'exécution du jugement n° 2506257,2506319 du 29 septembre 2025 par lequel la magistrate désignée du tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 11 septembre 2025 par lequel le préfet de la Gironde l'a obligé à quitter le territoire français, a refusé de lui octroyer un délai de départ volontaire, a fixé le pays de destination duquel il est susceptible d'être éloigné et lui a interdit de retourner sur le territoire français pendant une durée de trois ans, ensemble l'arrêté du même jour par lequel la même autorité l'a assigné à résidence pour une durée de quarante-cinq jours ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 € à verser à son conseil en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridictionnelle.